



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 – 2481 du 16 décembre 2025
EDF à Velaines et Tronville-en-Barrois
Suppression de la cuve de saumure utilisée pour le déneigement des
toitures du bâtiment principal de l'entrepôt sur la commune de Velaines.**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral 2010-0487 du 11 mars 2010 modifié autorisant la société EDF à exploiter un entrepôt de pièces froides utilisées pour la maintenance des centrales nucléaires ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014-274 du 11 février 2014 autorisant la société EDF à utiliser la saumure pour déneiger les toitures du bâtiment principal de l'entrepôt de pièces froides utilisées pour la maintenance des centrales nucléaires ;

Vu la demande de modification reçue le 21 mars 2025 concernant le démantèlement de la cuve de saumure qui était utilisée pour le déneigement des toitures du bâtiment principal de l'entrepôt sur la commune de Velaines ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n°565-2025 de la DREAL Grand-Est en date du 12 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 21 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'au vu des éléments d'appréciation portés à la connaissance du Préfet de la Meuse, les modifications projetées décrites dans la demande de l'exploitant en date du 21 mars 2025 ne revêtent pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La société ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, dont le siège social est situé 1 place Pleyel – 93282 SAINT-DENIS Cedex, est autorisée à poursuivre l'exploitation, sur le territoire des communes de Velaines et de Tronville-en-Barrois, d'un entrepôt de stockage de pièces froides pour la maintenance des centrales nucléaires, sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2010-0487 modifié du 11 mars 2010.

L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2014-274 du 11 février 2014 sont abrogées.

Article 2 : Rejets des eaux pluviales

Le cinquième paragraphe de l'article 4.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0487 du 11 mars 2010 modifié, relatif au rejet des eaux pluviales est remplacé par les prescriptions suivantes :

« La qualité des eaux pluviales avant le rejet dans le milieu naturel ou dans l'Ornain doit respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Norme de mesure
MEST	< 30 mg/l	NF EN 90105
Hydrocarbures totaux	< 1 mg/l	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO11423-1
DCO	< 90 mg/l	NFT 90101

Article 3 : Autosurveillance des eaux pluviales

L'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0487 du 11 mars 2010 modifié, relatif à l'autosurveillance des eaux pluviales est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Les rejets d'eaux pluviales feront l'objet d'un contrôle annuel des paramètres réglementés à l'article 4.3.2. »

Article 4 : Surveillance des eaux souterraines

Le troisième alinéa de l'article 8.1.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0487 du 11 mars 2010 modifié, relatif à la surveillance des eaux souterraines est remplacé par les prescriptions suivantes :

« ...

- la recherche et le dosage des paramètres suivants dans les échantillons prélevés : éléments traces métalliques, hydrocarbures totaux, BTEX, COV, HAP, indice phénol, PCB, cyanures totaux, hydrocarbures (C10 à C40) » ;

Article 5 : Publication

Une copie de cette décision est déposée, pour information, aux mairies de Velaines et de Tronville-en-Barrois et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des Maires.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et les Maires de Velaines et de Tronville-en-Barrois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la société EDF Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance – 253, boulevard de Leeds – 59049 LILLE et, à titre d'information, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement) et à la Directrice de l'agence régionale de santé (délégation territoriale de la Meuse).

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Christian ROBBE-GRILLET

